

La favéla veut vivre

Information, mobilisation et solidarité pour combattre les impacts de la pandémie dans les favélas et les périphéries de Rio

Gabrielle Araujo et Priscila Rodrigues | Observatoire des Favélas

| Brésil |

traduit par Déborah Spatz

« **A**manhece mais um dia e tudo é exatamente igual » [un jour de plus qui

commence et tout continue de la même manière]. C'était dans les années 90, Mano Brown a entonné les vers de *O Homem na estrada*. Dans une analogie, la chanson reflète, de façon lucide, les mésaventures vécues, chaque jour, par les habitants des favélas et des périphéries. Depuis début mars, la population brésilienne souffre de l'augmentation des cas de contamination et de décès liés au COVID-19. Cependant, les habitants des territoires populaires ne font pas seulement face au virus invisible qui fait des milliers de victimes chaque jour, ils luttent également contre l'inégalité latente dans le pays. Face à cela, des mobilisations de solidarité sont apparues à travers le pays, comme une forme de réduire les impacts causés par la pandémie.

À Rio de Janeiro, la politique de sécurité publique continue également de faucher, telle une lame déguisée, les vies noires et pauvres. Selon les données du Réseau d'Observatoires de la Sécurité, les opérations de police ont augmenté dans l'État de Rio de Janeiro et dépassent les statistiques de 2019. Rien qu'au mois d'avril, une augmentation de 28 % par rapport à la même période l'année précédente, a été répertoriée. Avec la croissance du nombre

d'intervention, la létalité policière a également augmenté : 58 % par rapport à avril 2019. Parmi les victimes, il y a João Pedro, âgé de 14 ans, Rodrigo Cerqueiro, 19 ans, et João Vitor, 18 ans.

Sans accès à une prise en charge efficace dans les hôpitaux, en plus de la surcharge, il faut aussi faire face à l'absence de moyens, comme des tests, des médicaments ou des équipements. L'isolement social, décrété par le gouverneur de l'État dans le Rapport Officiel, le 17 mars, s'est ajouté à l'impuissance de l'État. Sans stratégies qui permettent la garantie des droits de bases, l'inégalité sociale s'approfondit.

Parmi les 1019 favélas situées dans la capitale carioca, seulement 11 sont équipés d'unités basiques de soin. Les données font parties de la septième édition de la Carte Sociale du Corona, un rapport bi-mensuel réalisé par l'axe de Politiques Urbaines de l'Observatoire des Favélas qui a pour objectif de rendre visible les impacts inégaux de la pandémie dans la ville de Rio de Janeiro, ainsi que d'identifier un programme d'urgences et de pratiques significatives pour lutter contre l'actuelle crise sanitaire afin de peser dans le débat politique et dans les politiques publiques de la ville. L'édition a aussi mis en évidence que les plus importants taux de mortalité dû au COVID-19 à Rio ont une couleur et une adresse fixe dans les régions périphériques. « Cette réalité est perverse, composée d'un ensemble d'éléments structurels, le racisme fait partie de ses piliers. Bien loin des termes qui ont la prétention de vider cette thématique dans l'actuel contexte de la pandémie dans la ville de Rio de Janeiro, nous espérons, cependant, contribuer avec des concepts, des données et des analyses capables de mettre en lumière ce problème, dans le sens de s'ajouter à d'autres efforts pour surmonter cette crise », renforce Lino Teixeira, coordinateur de Politiques Urbaines l'Observatoire des Favélas.

L'exercice est pratique : dans les quartiers plus riches et majoritairement blancs, il y a un indicatif de 5 % de mortalité totale causé par le Coronavirus dans l'État, par rapport à 26,9 % rien que dans la favéla de Campo Grande, située dans la zone ouest de Rio.

Par rapport à la race, à Maré, 43 % des morts causées par le COVID-19 sont des personnes

noires, alors que les personnes blanches représentent 26 %. Pas très différent de cela, à Rocinha, 46 % des morts sont noirs, alors que 37 % sont blancs.

L'accès à la santé est un droit

« L'exercice de rechercher et d'enseigner nous fait être toujours connectés avec ce qui se passe, avec les situations de santé qui demandent le plus d'attention et qui se présentent comme étant « des problèmes » de Santé Publique auxquelles on doit se confronter. Je pense également, en continue, à la formation de notre système de santé, à l'organisation de politiques publiques et à l'intention programmée et mise en place dans les services pour la population », affirme l'infirmière, docteur en Santé Collective à la Fiocruz et professeure à l'École d'Infirmierie Anna Nery de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, Andreza Rodrigues qui se dédie à la formation des infirmiers et des autres professionnels de la santé.

Andreza participe également à la campagne « comme se protéger du coronavirus », une initiative de communication de l'Observatoire des Favélas, avec l'appui de la Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), qui, à partir de dialogues avec des spécialistes de divers domaines, cherche à produire des contenus à propos de la protection et des soins élaborés pour et par les habitants des favélas et des périphéries. Les documents graphiques, les textes, les documents audios et vidéos produits dans cette campagne sont publiés sur les réseaux sociaux et le compte WhatsApp de l'organisation.

La professeure à l'UFRJ nous alerte à propos de l'importance du fait que les recommandations à propos des soins et de la prévention à la population soient transmises de manière objective. « En pensant aux professionnels de façon générale, plus ils sont proches d'où les personnes vivent, plus grandes sont les chances qu'ils partagent les informations. Pour cela, les professionnels des premiers soins sont ceux qui peuvent effectivement créer cette communication avec les habitants, ayant un rôle fondamental dans ce processus », complète-t-elle.

Composée par une équipe multidisciplinaire, l'Attention Primaire à la Santé (APS) fait face à

des mesures de démantèlement depuis 2017. Selon le Ministère de la Santé, jusqu'en 2019, environ 90 millions de personnes étaient enregistrées aux services de l'APS. Le nombre peut être encore plus important à la vitesse où avance l'enregistrement effectif de la population dans le système. « Dans ce moment de pandémie, on a remarqué que l'accès aux services d'attention primaire est fondamentale pour que les personnes puissent recevoir les soins adaptés, puisque c'est à travers elle que nous pouvons considérer qu'environ 80 % des cas peuvent être résolus. Malgré qu'elle soit si saccagée et si vidée de professionnels, elle reste encore notre chance de nous organiser pour garantir les soins de santé pour la grande partie de la population », affirme Andreza.

L'inégalité a également un impact sur la manière dont la santé est proposée à certaines populations, puisque les unités de santé ne sont pas encore présentes dans toutes les favelas. Pour le futur, ne pas reproduire les erreurs du passé est une prémisse fondamentale, dans la santé d'ailleurs. « C'est seulement avec la reconnaissance et la garantie des droits pour tous que nous parviendrons à sortir de cette situation, d'une certaine manière », termine-t-elle.

Le soin et la protection à l'ordre du jour

Pendant que le futur n'arrive pas, la communication populaire se présente comme une alliée importante, faisant le pont entre l'information de qualité et les habitants des favelas et des périphéries. Avec les récentes augmentations de personnes infectées par le coronavirus dans les périphéries, les productions locales ont surpassés les difficultés imposées par le COVID-19 pour dialoguer avec les territoires à propos de la santé et de la prévention. Pour le journaliste diplômé par l'Université Pontificale de Rio de Janeiro, fondateur de Fala Roça et éditeur de Favela em Pauta, Michel Silva, « s'il n'y avait pas les réseaux de production des favelas, il n'y aurait pas de sujets à publier », complète-t-il. Le journal qui a une version en ligne, a créé une catégorie sur son site pour publier uniquement des informations à propos du coronavirus.

En début d'année, Rio de Janeiro a été touché par une crise de l'approvisionnement en l'eau potable. Quelques mois plus tard, avec la pandémie, en mars, les habitants des favélas se trouvaient toujours dans une situation d'accès à l'eau compromis - ce qui a eu un impact direct sur la première recommandation de prévention contre le coronavirus émise par les services de santé : se laver les mains. Dans une étude réalisée au mois de mars par le Tribunal Public de l'État, 397 réclamations de manque d'eau ont été faites. Parmi elles, 27 proviennent de Rocinha - environ 6,8 % d'entre elles. En juillet, la situation s'est répétée et la favéla a encore dû faire face à plus de 7 jours sans eau dans les robinets.

L'un des sujets qui a beaucoup été mis en avant par les médias est la sous-notification des cas de COVID-19. À Rocinha, en juin, « la Commission des Morts » a été créée, avec un décret Publié dans le Rapport Quotidien Officiel de la Ville de Rio de Janeiro, pour contrôler les possibles morts liées au virus dans la région. Cependant, la décision n'a pas été publiée. « Elle a été créée d'une manière très silencieuse. J'ai fini par découvrir cette notification en lisant le rapport quotidien, parce que je le lis normalement. Il n'y avait aucun dirigeant communautaire dans ce travail », affirme Michel. Face à cela, il y a des mobilisations d'organisations pour publier le nombre réel de personnes infectées et mortes du virus. Il existe, par exemple, le bulletin « De Olho no Corona », de Redes da Maré, ainsi que le tableau « COVID-19 dans les favélas », du journal Voz das Comunidades, dans la favéla de Alemão.

Michel indique également le manque d'engagement des autorités par rapport aux vies dans les favélas, le manque de préparation et la stigmatisation que certains journalistes, de médias plus traditionnels, démontrent lorsqu'ils parlent des régions périphériques comme représentant des défis pour parvenir à communiquer avec les favélas. « Ce que les dirigeants disent, se reflètent dans les favélas. Un exemple de cela a été lorsque Bolsonaro a dit que peu de personnes mourraient à cause du coronavirus. Après ce discours, beaucoup de personnes ont commencé à sortir dans la rue et à réduire les gestes barrières. Le deuxième, ce sont les grands médias, ce qu'ils disent se reflètent sur la vie des personnes dans les favélas », ajoute-t-il.

Comme alternative à cela, Michel parle de la nécessité de production d'un télé-journalisme dans la favéla, car c'est un langage qui parvient à atteindre tous les publics de différents

contextes sociaux. « Ça peut sembler irréel, penser à la communication de la favéla comme une chaîne, puisqu'il faut avoir une concession et que les équipements coûtent cher. Mais l'une des solutions peut être de tenter d'obtenir une plage horaire sur l'une des chaînes qui existent déjà, parce que ce sont des concessions publiques et que nous avons droit à ces espaces », défend-il.

Au mois de mars, d'après une recherche publiée par DataFolha, les journaux de TV figuraient en tête de l'indice de confiance de la population à propos des informations sur le coronavirus avec 68 %. Des entreprises privées de communication ont vu leur taux d'audience décoller de forme significative - pas vue depuis 2009. Pour que les résultats se reflètent également dans les favélas, Michel souligne l'importance de l'éducation et de l'utilisation d'outils gratuits disponibles.

Pour la post-pandémie, le journaliste défend la nécessité de l'articulation entre les communicants d'autres territoires, afin d'augmenter encore plus le réseau d'action et l'impact des productions, principalement dans la promotion de la santé. « Une chose que j'ai changé dans mon vocabulaire, a été la question du journalisme communautaire ou populaire. Maintenant, je parle du journalisme des favélas parce qu'il concerne une mobilisation populaire, un engagement des personnes et c'est un journalisme utilisé comme un outil de changement » conclut-il.

État absence, solidarité présente

Lutter pour la justice et la mémoire des membres de la famille qui ont été des victimes de l'État est une activité que l'historienne Nivia Raposo, habitante de Nova Iguaçu

et membre du Réseau des Mères et Membres de la Famille de Victimes de la Violence de l'État de la région de la Baixada Fluminense, développe depuis plusieurs années. Avec l'arrivée du COVID-19, les efforts sont maintenant tournés vers la garantie à l'alimentation des familles. Avec les autres mères qui participent à ce collectif, elles construisent des ponts entre les personnes engagées à changer la réalité de familles qui ont vu leur revenu durement affecté par la crise. La distribution de ticket repas et de kit d'alimentation sont quelques-unes des activités qu'elles développent. « S'articuler en temps de pandémie a été un peu compliqué. Mais nous avons des mères sur plusieurs territoires et cela aide au moment de la distribution des kits. Le Réseau a déjà des articulations antérieures et ses partenaires se sont débrouillés pour aider dans ce contexte », affirme-t-elle.

Interrogée à propos de l'importance d'initiatives comme celle-ci, elle est catégorique lorsqu'elle affirme que collaborer avec l'autre est une action noble, mais il n'empêche que ce rôle devrait être assumé par les gouvernants. « Je crois que cette aide est une mesure palliative. Notre fonction sociale [dans Le Réseau de Mères] est différent. Mais nous comprenons que c'est encore une obligation dont l'État ne s'occupe pas. Nous faisons comme nos ancêtres : l'un aide l'autre. Dans les favélas et les périphéries, c'est comme ça. C'est « un pour tous et tous pour un » considérée sérieusement. C'est aussi littéral que notre lutte pour la survie quotidienne.

En suivant à la lettre l'exercice de collectivité, les mères du Réseau aident également d'autres quartiers de la région de la Baixada Fluminense: São João de Meriti, KM 32, Duque de Caxias, Valverde et Belford Roxo font partie de la liste. « Il y a Ilsi, Beth, Jô, Marilza, Luciene, Elenice, Nem, Cirlene », énumère l'historienne à propos de ses camarades de lutte. Le Réseau des Mères et Membres de la Famille de Victimes de la Violence de l'État dans la Région de la Baixada Fluminense a été créée après l'Exécution collective de la Baixada, qui a eu lieu en 2005.

L'État sur le banc des accusés

La collectivité pour garantir la vie, c'est également la maxime de l'ADPF 635 (Argument de Non Respect du Principe Fondamental), connu comme l'ADPF des Favélas. L'action

proposée par le PSB (Parti Socialiste Brésilien) et construite collectivement avec le Tribunal Public de l'État de Rio de Janeiro, des organisations de la société civile, des collectifs et des mouvements sociaux liés aux favélas et les mères de victimes de l'État. L'action demande que les graves violations causées par la politique de sécurité publique de l'État de Rio de Janeiro contre la population noire et pauvre des périphéries et des favélas soient reconnues et punies.

Le jugement de l'ADPF des Favélas par le Suprême Tribunal Fédéral (STF) a commencé le 17 avril, lorsque le rapporteur, le Ministre Edson Fachin a voté en faveur de certaines mesures de protections réclamées. Après le vote du rapporteur, la séance a été suspendue pour demande de révision du Ministre Alexandre de Moraes, à la fin du mois d'avril. Fin mai, une coalition d'organismes a sollicité, avec une demande adressée au rapporteur Edson Fachin, la suspension des actions policières à Rio de Janeiro, durant la pandémie de Covid-19.

Début juin, avec une décision temporaire, le Ministre Edson Fachin a suspendu les opérations dans les favélas pendant la durée de la crise sanitaire. Présentée en session plénière, la décision a été maintenue après que la majorité du collège a suivi le vote du rapporteur. Déterminant ainsi la non réalisation d'opérations de police dans les favélas durant la pandémie de Covid-19, sauf hypothèses absolument exceptionnelles, justifiées correctement par écrit par l'autorité compétente et avec une communication immédiate au Ministère Public.

Les effets de la mesure de protection font partie du rapport produit par le Groupe d'Études des Nouveaux Illégalismes de l'Université Fédérale Fluminense (GENI/UFF), réalisé en partenariat avec Fogo Cruzado. Selon la recherche, dans la période du 5 au 19 juin 2020, il y a eu une réduction de 68,3 % des opérations de police dans les favélas cariocas. Le taux représente une réduction historique jamais vue depuis 2007. En plus de ça, le nombre de morts liés à ces actions a chuté de 75,5 %.

L'anthropologue et coordinatrice du Programme de Droit à la vie et à la Sécurité Publique de l'Observatoire des Favélas, Aline Maia, est objective lorsqu'elle dit que l'ADPF est une action historique et qui promeut le droit à la vie. « C'est la première fois que le mouvement

des mères et membres des familles parviennent au Suprême Tribunal Fédéral. Toute l'action, même si elle a été écrite par un parti politique, est le résultat d'une intense mobilisation collective de nombreux acteurs », raconte-elle.

Les prochains pas demandent une mobilisation plus intense. Même si la suspension des actions durant la pandémie est une victoire, l'ADPF des Favélas a pour objectif la construction d'une politique de sécurité publique qui garantit la vie dans les favélas et les périphéries. « Le vote de l'ADPF comme un tout reprend le 7 août. C'est encore une étape de plus du procès. Durant le vote, nous avons besoin de rester mobilisés pour que toutes les demandes se trouvant dans l'ADPF des Favélas soient concédées par le Suprême Tribunal Fédéral. C'est l'heure, pour le STF, de montrer à la société qu'une politique de sécurité effective est une politique de sécurité qui a comme prémisses de base et fondamentale, le droit à la vie. », conclut-elle.

Le jugement des mesures provisoires s'est terminé dans la nuit du 17 août. Le Suprême Tribunal Fédéral (STF) a imposé de nouvelles restrictions à la politique de sécurité publique de Rio de Janeiro. Ont été interdits : l'utilisation d'hélicoptères comme plateforme de tir et de terreur, la réalisation d'opérations de police aux abords des écoles et des hôpitaux, et la rémotion de scène de crimes commis par des policiers. Le STF a également déterminé que le Ministère Public enquête sur les violations commises par des policiers durant les opérations et que la réduction d'homicides commis par des policiers soit à nouveau considérée comme un critère de gratification.

Contrairement à la décision qui a suspendu les opérations de police à Rio, les mesures accordées par le Suprême, le 17 août, ne sont pas associées à la pandémie de Covid-19. Dans une note, les institutions et les mouvements articulés au sein de l'ADPF 365 affirment : « nous commémorons la décision de la Cour Suprême brésilienne, qui a reconnu que les favélas font partie de la ville et que la politique de « l'abattoir » adoptée par le gouverneur Wilson Witzel viole les droits fondamentaux et est raciste. Nous resterons mobilisés pour contrôler et faire valoir le respect des déterminations. La lutte se poursuit ! ».

